

LES ANCIENS COMBATTANTS

LE RAPPORT WOODS—L'ÉTUDE AU COMITÉ PERMANENT

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Affaires des anciens combattants. Comme des organismes d'anciens combattants désirent comparaître devant le comité permanent des affaires des anciens combattants pour exposer leurs opinions concernant le rapport Woods, le ministre peut-il dire si le gouvernement a terminé son Livre blanc, afin de permettre au comité de se mettre à l'œuvre?

L'hon. Jean-Eudes Dubé (ministre des Affaires des anciens combattants): Non, monsieur l'Orateur, le Livre blanc n'est pas encore achevé. J'espère qu'il le sera aussitôt que possible. Le Livre blanc ainsi que le rapport du comité Woods seront déferés au comité permanent approprié. J'ose croire que les organismes d'anciens combattants intéressés seront invités à comparaître.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Pouvons-nous espérer que cela pourra se faire au cours du mois d'avril?

L'hon. M. Dubé: Je ne saurais le dire, monsieur l'Orateur.

LA CONSOMMATION

LA CRÉATION DE LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre de la Consommation et des Corporations, ce grand lutteur contre l'inflation, vu la hausse récente et considérable de l'indice du coût de la vie et étant donné que la commission d'étude.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Que l'honorable député pose sa question.

L'hon. M. Stanfield: Après six mois d'étude, j'aimerais savoir quand nous pouvons nous attendre à l'établissement de cette commission qui avait été prévue en septembre et promise pour le mois de mars?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je sais gré au chef de l'opposition de reconnaître la place que j'occupe véritablement au sein du gouvernement. Je suis également heureux que l'honorable député appuie la politique que j'avais annoncée en septembre. Il conviendra, j'en suis sûr, que je dois

[M. Bell.]

m'efforcer de trouver pour la commission des prix et des revenus les meilleurs hommes possible, et c'est ce que je fais. Malheureusement, comme ces gens sont compétents, ils sont occupés et il leur est difficile de se libérer de leurs engagements actuels. Je m'attends de faire très prochainement une déclaration à ce sujet.

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'ai une question connexe à poser. Le ministre pourrait-il, avec sa brièveté coutumière, faire rapport de la conférence fédérale-provinciale de la semaine dernière, sur la consommation, et nous dire aussi si l'idée d'une commission fédérale des valeurs a été étudiée lors de cette conférence?

L'hon. M. Basford: Non, pour la dernière partie de la question, car cette conférence n'était pas indiquée pour ce genre d'étude. Quant à la première partie de la question, la conférence fédérale-provinciale de deux jours, à laquelle toutes les provinces étaient représentées, a été couronnée de succès. Il y a eu un communiqué final que je peux déposer si le député le désire, bien que des exemplaires en aient été remis aux honorables représentants. Lors de cette conférence, nous avons débattu un certain nombre de choses, notamment les ventes à crédit, l'emballage, et l'étiquetage, la publicité trompeuse, les produits dangereux, etc. Je crois que la véritable signification de cette conférence est que pour la première fois, elle réunissait les ministres de la Consommation et les autres ministres qui s'intéressent à l'affaire. Il existe maintenant une collaboration plus étroite et plus de bonne volonté entre les ministres fédéral et provinciaux.

M. McGrath: Monsieur l'Orateur, quand le gouvernement, agira-t-il à l'égard d'une commission fédérale des valeurs, étant donné que certaines provinces où une commission de ce genre n'existe pas se trouvent dans une situation assez équivoque?

L'hon. M. Basford: Je regrette de n'avoir pas saisi la dernière partie de la question. Je tiens à signaler que nous avons examiné le sujet très attentivement. Mes fonctionnaires se sont entretenus avec certains fonctionnaires provinciaux et nous définissons actuellement l'attitude fédérale à ce sujet. J'espère que des mesures concrètes seront prises sous peu.

L'INDUSTRIE

LA DEVCO—LA RETRAITE OBLIGATOIRE DES MINEURS

M. Donald MacInnis (Cape Breton-East Richmond): Monsieur l'Orateur, je pose au